

EL SALVADOR : FICHE PAYS – JUIN 2024



Catégorie OCDE (2023) : 77
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): B-/Caa1/CCC+
 Monnaie locale : Dollar américain (économie dollarisée depuis 2001)
 Horizon neutralité climat : ND

FORCES

- Soutien financier des organismes internationaux
- Amélioration du contexte sécuritaire
- Potentiel touristique et agricole
- Secteur bancaire sain

FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis : 1^{er} client, 1^{ère} source de transferts de fonds d'expatriés
- Déficits jumeaux et dette publique importante
- Manque d'infrastructures et de services publics

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : en amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance a atteint +3,5% en 2023, tirée par le dynamisme de la demande interne. Pour 2024, les perspectives de croissance restent bien orientées, comprises entre +3% et +3,5%. La consommation des ménages continuerait notamment de bénéficier des transferts de fonds des travailleurs expatriés, en provenance des Etats-Unis en particulier. L'investissement resterait dynamique, favorisé par la poursuite des travaux d'infrastructures. Sur le front externe, la demande américaine sera déterminante pour soutenir les exportations de biens du pays, tandis que le secteur touristique continuerait de bénéficier de l'amélioration du contexte sécuritaire.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : le déficit public s'est creusé en 2023 à -4,7% du PIB, tiré par la hausse des dépenses en infrastructures et des compensations de paiements liées au système de retraite. Pour 2024, le déficit budgétaire devrait un peu diminuer, prévu autour de -3,8% du PIB. Le gouvernement compte notamment renforcer les mécanismes pour réduire la fraude et l'évasion. La dette publique atteint 85% du PIB en 2023 (après 77% du PIB en 2022) et nécessiterait des mesures d'austérité budgétaire pour rétablir sa viabilité. A noter toutefois que le risque de défaut souverain, prégnant en 2023, s'est réduit et a d'ailleurs conduit au rehaussement du rating souverain du pays par les agences de notation.
- **Vulnérabilité extérieure** : La position externe du pays s'est améliorée, tirée par la réduction du déficit courant, qui a permis de contenir la chute des réserves de change et le retour du pays sur le marché obligataire (1 Md USD d'émission obligataire en avril 2024), réduisant ainsi les inquiétudes concernant la capacité du pays à honorer le service de sa dette externe en janvier 2025. Les autorités locales ne sont pas en revanche parvenues à un accord avec le FMI. L'abandon du statut du bitcoin comme monnaie légale semble en effet être l'une des conditions pour l'obtention d'un accord. Les prêts multilatéraux, régionaux en particulier (CAF, CABI), continuent cependant de fournir le financement pour les projets d'infrastructures.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur demeure concentré : les 3 premières banques du pays détiennent plus de la moitié des actifs du secteur en juin 2023 (dont 2 banques colombiennes). La capitalisation des banques est satisfaisante et les taux de NPL tend à diminuer en juin 2023.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Début 2024, le président Bukele a été réélu pour un second mandat de 4 ans avec 85% des voix. Alors que l'amélioration du cadre sécuritaire du pays est indéniable depuis son premier mandat, les critiques soulignent cependant l'effondrement des freins et de contrepoids démocratiques dans ce pays.
- **Climat des affaires** : La réduction de la criminalité, les nouvelles mesures d'incitation à l'investissement (réduction des taxes, exonération d'impôts sur certaines activités) contribuent à l'amélioration du climat des affaires. L'annonce de la mise en place de l'union douanière avec le Guatemala et le Honduras devrait par ailleurs faciliter les procédures douanières et la circulation des marchandises aux frontières.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Salvador est très vulnérable au changement climatique (inondations, tempêtes) et sa capacité à y faire face est limitée. Le secteur électrique repose essentiellement sur des sources renouvelables (70% environ en 2021). Signataire des accords de Paris, le pays s'est engagé à réduire ses émissions de GES en réduisant notamment la combustion des sources fossiles pour la production d'énergie.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France				Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Etats-Unis d'Amérique	33,6%	Etats-Unis d'Amérique	31,5%	Vêtements	23,7%	Combustibles	14,7%
Guatemala	19,3%	Guatemala	12,1%	Matières plastiques	8,4%	Machines, appareils élect.	7,5%
Honduras	17,5%	Chine	12,0%	Papiers et cartons	6,6%	Machines, appareils mécan.	6,9%
Nicaragua	8,0%	Mexique	8,0%	Sucres et sucreries	5,5%	Matières plastiques	6,0%
France (29ème)	0,1%	France (25ème)	0,4%	Combustibles minéraux	4,6%	Voitures automobiles	5,0%

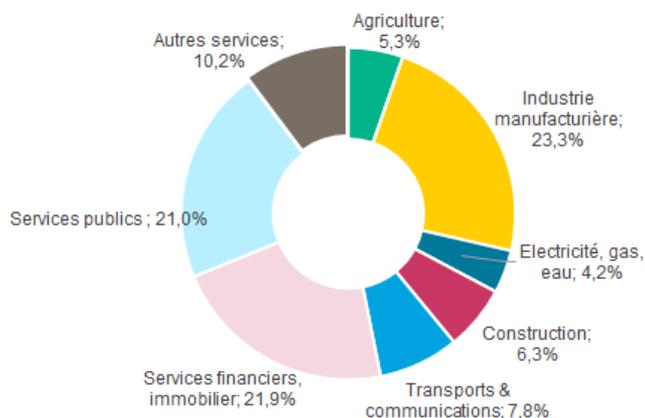
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EL SALVADOR	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	26	27	25	29	32	35
<i>Rang PIB mondiale</i>	106	107	105	106	104	102
Population (Mns)	6,3	6,3	6,3	6,4	6,4	6,4
<i>Rang Population mondiale</i>	108	108	108	108	106	106
PIB / habitant (USD)	3 628	3 704	3 787	3 923	4 027	4 170
Croissance PIB (%)	-7,9	11,9	2,8	3,5	3,0 - 3,5 ^D	2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	-0,4	3,5	7,2	4,0	0,9	1,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	74,5	76,0	74,2	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	89,2	84,5	77,1	84,9	85,1	84,8
Solde public (% PIB)	-8,2	-5,5	-2,7	-4,7	-3,8	-3,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	12,1	11,1	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	1,6%	-4,4%	-6,7%	-1,4%	-2,6%	-2,7%
IDE (% du PIB)**	1,1%	1,1%	-0,3%	0,7%	1,0%	1,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,7	2,5	1,9	2,0	2,4	2,5
Dette extérieure totale (% PIB)	74,1%	62,1%	55,5%	54,2%	54,0%	53,8%
Dette extérieure CT (% PIB)	7,5%	7,8%	7,4%	NA	NA	NA
Taux de change***	0	0	0	0	0	0
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,4	15,8	15,5	15,6	NA	NA
Taux de NPL	1,6	1,8	1,8	1,8	NA	NA
ROE	6,9	11,5	13,0	13,2	NA	NA
ROA	1,1	1,7	2,0	1,9	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	112	109	109	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	102	95	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Source: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters.
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Banco Central de El Salvador

El Salvador : Ventilation sectorielle du PIB (2022)



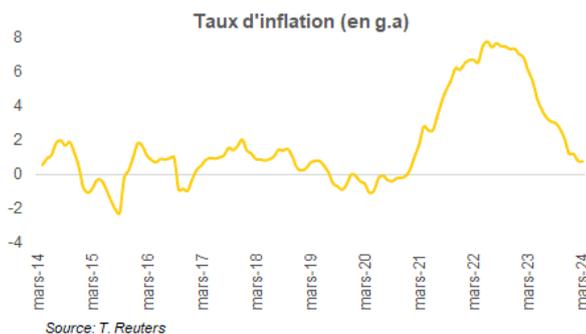
Source : CEPAL

1. SITUATION ECONOMIQUE

- Vers une résilience de l'activité en 2024

La croissance en 2023 a atteint **+3,5%**¹ (après +2,8% en 2022), tirée par le dynamisme du secteur de la construction et ses retombées sur les activités connexes (services d'ingénierie, chaînes de production de matériaux de construction) et sur l'emploi. Les investissements dans la diversification du mix énergétique, ainsi que le dynamisme du tourisme ont aussi soutenu l'activité en 2023. A noter par ailleurs que l'amélioration du contexte sécuritaire avec une réduction importante de la criminalité² contribue à des perspectives plus favorables pour l'activité économique dans ce pays.

Pour 2024, la banque centrale prévoit une croissance comprise entre **+3% et +3,5%**, en ligne avec la prévision du FMI à **+3%**³. La consommation des ménages continuerait de bénéficier des transferts de fonds des travailleurs expatriés (+4,6% en 2023 à 8,1 Md\$) en provenance des Etats-Unis en particulier, ainsi que de la baisse prévue de l'inflation (autour de 0,9% en moyenne).



L'investissement resterait dynamique, tiré en partie par la poursuite du développement routier (zones rurales en particulier) dans le cadre de partenariats publics et privés (PPP) et par les dépenses d'investissement public qui resteraient soutenus encore cette année⁴. La suppression de la taxe sur les investissements est susceptible par ailleurs d'inciter l'investissement étranger, mais pourrait limiter les entrées de recettes dans le courant de l'année (Cf. Finances publiques).

Sur le front externe, la demande américaine (1^{er} client) sera déterminante pour soutenir les exportations manufacturières du pays. Le Salvador demeure par ailleurs exposé à la conjoncture américaine compte tenu de sa dépendance aux transferts de fonds des travailleurs expatriés (20% du PIB).

- Dollar américain et Bitcoin : les deux monnaies légales du pays

¹ Source : Banco central de El Salvador (mars 2024).

² Le taux d'homicide aurait en effet été divisé par 40 en 2 ans. [Salvador : réélection triomphale du président qui a liquidé la criminalité | Les Echos](#)

³ FMI (Weo, avril 2024)

⁴ En 2023, les dépenses d'investissements en infrastructures ont augmenté de 70%, soit 4,3% du PIB, par rapport à 2022.

Vingt ans après l'adoption du dollar américain (USD), El Salvador a décidé d'introduire le Bitcoin comme 2^{ème} monnaie légale du pays en 2021. Les questions logistiques et réglementaires nécessaires à l'adoption des crypto-monnaies, ainsi que les préoccupations concernant des éventuelles possibilités de blanchiment d'argent font craindre des possibles actions de la part des organismes de surveillance financière internationaux. A noter par ailleurs que le FMI a recommandé au pays de supprimer le statut du bitcoin comme monnaie légale et aurait fait de cette demande une condition nécessaire pour l'obtention de son soutien financier. Le FMI et le gouvernement salvadorien ont en effet entamé des discussions depuis 2021, mais aucun accord financier n'a été trouvé à ce stade. Les autorités locales n'ont d'ailleurs pas consenti à la publication du rapport des services du FMI à l'issue de la mission au titre de l'Article IV, effectuée en mars 2023⁵.

Concernant le dollar, son adoption limite la marge de manœuvre de la banque centrale (BC) en matière de politique monétaire. Si la BC peut jouer sur la réglementation du secteur bancaire local, la masse monétaire et les taux d'intérêt sont en grande partie fixés par le marché. Les taux d'intérêt internes suivent ainsi systématiquement l'évolution des taux américains.

- Un secteur bancaire plutôt concentré et dominé par les banques étrangères

Le secteur financier du pays est constitué de 12 banques commerciales, 6 banques coopératives et 4 institutions d'épargne et de crédit⁶. Les banques commerciales dominent le paysage financier car elles détiennent 91% des actifs du secteur, 90% des crédits accordés et 92% de l'épargne.

Les 3 premières banques du pays détiennent 52% des actifs bancaires en juin 2023 : Banco Agrícola est la 1^{ère} banque du pays, suivie de Cuscatlán et de America Central. La 1^{ère} et la 3^{ème} sont des banques colombiennes⁷. Au total 84,6% des actifs du secteur sont détenues par les banques étrangères, dont 52,7% par les banques colombiennes.

Le ratio de capitalisation du secteur bancaire demeure satisfaisant à 14,9% en juin 2023 (contre 12% pour le minimum requis) et le taux de prêts non performants reste faible à 1,8% du portefeuille des prêts (comme en juin 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

- Un déficit public élevé

Le déficit public s'est creusé en 2023 à **-4,7%** du PIB (après **-2,7%** du PIB en 2022). La hausse des dépenses publiques d'investissement de 70%, à 4,3% du

⁵ [El Salvador and the IMF](#)

⁶ Banco central de El Salvador : Informe de Estabilidad Financiera, juin 2023.

⁷ A noter par ailleurs que la 4^{ème} banque du pays, Davivienda est aussi d'origine colombienne.



PIB, soit le niveau le plus élevé depuis 2003, ainsi que les versements aux fonds de pension privés liés à la réforme du système de retraite de 2017 ont contribué au creusement du déficit.

Pour 2024, le déficit devrait un peu diminuer, prévu autour de -3,8% du PIB. Le gouvernement prévoit une hausse des recettes de +8,9% en 2024, tandis que les dépenses n'augmenteraient que de 1,9% par rapport à l'exercice précédent. Alors qu'aucune augmentation majeure des impôts n'a été votée, le gouvernement compte notamment renforcer les mécanismes de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale pour augmenter ses recettes. A noter cependant qu'en mars 2024, le congrès a voté l'exonération de l'impôt sur le capital étranger (*Ley del impuesto sobre la renta*) qui concernerait les investissements étrangers et les transferts de fonds de travailleurs expatriés, pouvant affecter le niveau prévu des recettes en cours d'année.

- **Une dette publique qui resterait élevée**

En 2023, la dette publique a atteint 85% du PIB (après 77,1% du PIB en 2022), **tirée par le creusement du déficit public.** La dette publique est principalement détenue par les créanciers privés à hauteur de 58% et par les multilatéraux à hauteur d'environ 34%, selon les données de la banque centrale. **En 2024, le ratio de dette publique est attendu stable.**

Le FMI considère que la dette publique du pays est sur une trajectoire insoutenable et que des mesures d'austérité budgétaire seront nécessaires pour rétablir la viabilité de la dette. Un programme du FMI de 1,5 Md\$ était envisagé, mais aucun accord n'a été trouvé à ce stade.

A noter cependant que le risque de refinancement élevé en 2023, compte tenu du calendrier de remboursement serré (Eurobond en janvier 2023) et de la faiblesse des réserves de change, **s'est réduit** (Cf. position externe). En septembre 2023, **le gouvernement a d'ailleurs conclu un accord avec les banques privées nationales** pour un échange de dettes à court terme (arrivant à échéance sur 1 an) contre des titres à maturité 2, 5 et 7 ans, **permettant ainsi une meilleure maîtrise des remboursements à venir.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant en réduction**

En 2023, le déficit courant s'est nettement réduit, à -1,4% du PIB (après -6,7% en 2022), principalement en raison de la baisse des importations de biens (-6%) et du rebond de l'activité touristique (+47%) favorisé par la réduction de la criminalité dans ce pays. Le tourisme a ainsi représenté 8,1% du PIB (contre 4,9% du PIB en 2019). Le pays a par ailleurs bénéficié d'importants transferts de fonds de travailleurs expatriés qui ont atteint 8,2 Md USD, soit 24% du PIB du Salvador. **Les**

exportations manufacturières, textiles en particulier, ont en revanche **souffert d'une demande externe plus faible.**

La réduction importante du déficit courant a permis d'atténuer les pressions sur les réserves de change nettes, qui restent néanmoins faibles, à 2,7 Md USD en mars 2024 (contre 4,7 Md USD en 2019).

En 2024, selon le FMI, le déficit courant se creuserait de nouveau un peu, prévu autour de -2,6% du PIB.

- **Un risque de défaut souverain écarté**

La position externe du pays s'est nettement améliorée. En 2023, le risque de défaut souverain était élevé en raison de la faiblesse des réserves en dollar de la banque centrale et des importants remboursements de la dette externe publique (dont un Eurobond de 800 M USD fin janvier 2023). Le recours à l'émission obligataire pour refinancer la dette arrivant à échéance n'était pas envisageable, compte tenu du resserrement des conditions sur les marchés financiers et de la dégradation du rating souverain du pays (les options de financement sont devenues encore plus coûteuses). Malgré l'absence d'un accord avec le FMI, les divers prêts obtenus auprès d'autres organismes multilatéraux ont permis au Salvador de racheter une partie de l'Eurobond, permettant au pays d'échapper au défaut.

Début 2024, le Salvador est revenu sur les marchés mondiaux en émettant une obligation de 1 Md USD après environ 4 ans d'absence sur les marchés. Cette émission au taux de rendement de 12% sera remboursée en 3 versements égaux à partir de 2028. Cela a permis au gouvernement de refinancer 71,4% des obligations arrivant à échéance en 2025, 21% de celles qui arrivent à échéance en 2027 et 12% de celles de 2029. **L'objectif du gouvernement était notamment d'apaiser les inquiétudes concernant sa capacité à faire face aux prochaines échéances de dette, prévues en janvier 2025.** À la suite de cette opération réussie et de la diminution du risque souverain dès 2023, **le rating du pays a été réhaussé par les agences de notation S&P à B- et par Moody's à Caa1.**

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Réélection du président Bukele**

En février 2024, le président Bukele a été réélu pour un second mandat de 5 ans avec près de 85% des voix. Ce succès aux élections serait principalement lié à la nette amélioration du cadre sécuritaire du pays. Les critiques soulignent cependant l'effondrement des freins et contrepoids démocratiques au sein du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir⁸. Son parti, Nuevas Ideas (NV), a obtenu 54 sièges sur 60 à l'Assemblée législative ce qui lui confère une super-majorité pour avancer ses réformes.

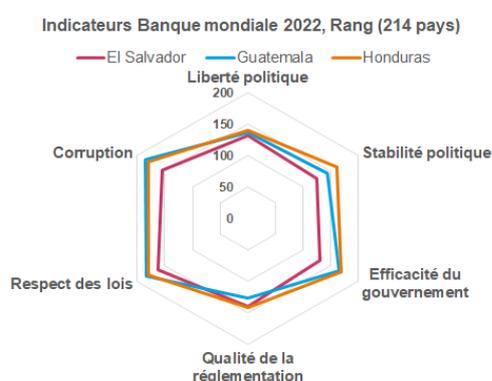
⁸ Il a ainsi remplacé des membres du pouvoir judiciaire et s'est présenté à nouveau à la présidence du pays alors que Constitution interdisait un deuxième mandat consécutif.



Après les critiques américaines concernant la dérive autoritaire de la part du président Bukele lors de son 1^{er} mandat, **les relations avec les États-Unis semblent plus détendues**. Le sujet de l'immigration clandestine, ainsi que le contexte électoral américain plaident pour une plus grande collaboration entre ces deux pays. **Les relations avec la Chine se renforcent**, notamment en l'absence d'accord avec le FMI. Le pays a d'ailleurs annoncé la construction d'un nouveau stade dans la capitale avec le soutien financier de la Chine⁹.

- **Un climat des affaires en amélioration**

Dès 2019, le gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, avait identifié des mesures visant à réduire les barrières commerciales, à simplifier les procédures douanières, à réduire les coûts et à améliorer les processus d'acheminement à travers le pays, ainsi que les infrastructures frontalières. **En mars 2023, une nouvelle stratégie visant à attirer les investissements et à créer des emplois a été lancée**. Elle vise notamment à digitaliser les procédures administratives, à moderniser le cadre juridique lié au commerce, ainsi que l'infrastructure logistique, pour renforcer la compétitivité. **En avril 2023, une loi pour la promotion de l'innovation et de la fabrication de technologies a été adoptée**. Cette loi accorderait une exonération pendant 15 ans des impôts et plus-values sur le revenu, de l'impôt municipal sur l'actif net des entreprises, ainsi que des droits et taxes sur les importations de matières premières, machines, outils et équipements nécessaires aux investissements liés aux technologies.



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement

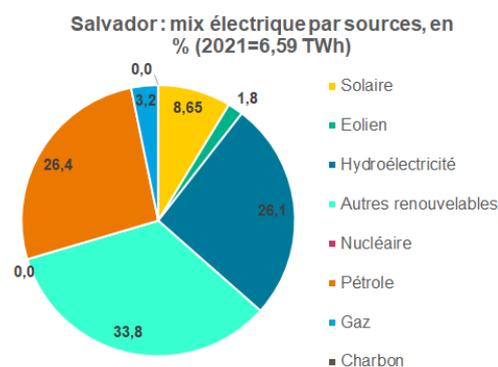
Les indicateurs de gouvernance du Salvador sont par ailleurs globalement un peu meilleurs que ceux des pays voisins (Guatemala et Honduras). **La perception de la corruption y serait par ailleurs plus faible** (Cf. graphique ci-dessus). Le pays est classé 126^{ème} / 180 en matière de perception de la corruption, selon Transparency International en 2023. Des progrès importants ont aussi été réalisés en matière de sécurité avec un taux d'homicide qui s'est fortement réduit¹⁰.

5. POLITIQUE CLIMAT

Le pays est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations, ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes) devenus de plus en plus fréquents. **La capacité financière du pays à faire face au changement climatique est par ailleurs limitée**.

Le système énergétique du Salvador repose essentiellement sur les sources renouvelables pour la production électrique (soit environ 70% de la production d'électricité en 2021). L'hydroélectricité demeure la principale filière renouvelable, devant les autres sources (solaire, biomasse, géothermie).

Signataire des accords de Paris, le El Salvador a réaffirmé son engagement de réduire ses émissions de GES de 640 Ktonnes eq.CO2 par an liées notamment à la production de l'énergie.



⁹ [Construction of new El Salvador stadium underway - Coliseum \(coliseum-online.com\)](https://coliseum-online.com)

¹⁰ Selon la presse le taux d'homicide aurait été divisé par 40 en 2 ans. [Salvador : réélection triomphale du président qui a liquidé la criminalité | Les Echos](#)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.